



Systemes informatiques et électroniques de péage

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2010

GEA

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2009/2010

Au cours du premier semestre de l'exercice 2009/2010 (arrêté au 31/03/10), la société GEA, leader mondial de l'intégration et du développement des systèmes informatiques et électroniques de perception de péage, a réalisé une production de 31,33 M€.

La marge brute poursuit sa progression sous l'effet des investissements techniques et commerciaux antérieurs et de la progression de la production.

Le résultat d'exploitation progresse également grâce à l'utilisation optimale de l'outil de production intégré de l'entreprise.

L'indépendance financière qui en résulte permettra à l'entreprise d'accentuer à court et moyen terme les investissements en recherche et développement ainsi que les investissements commerciaux nécessaires dans le cadre de son activité.

Faits marquants :

En France, la société a poursuivi la fourniture et le renouvellement d'équipements de péage pour toutes les sociétés d'autoroutes.

Par ailleurs, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement GEA a développé un partenariat actif avec ses principaux clients pour l'étude et le déploiement du Télépéage Sans Arrêt (TSA) afin de réduire les émissions de CO2.

Ce nouveau système permet dès à présent aux usagers (véhicules légers et poids lourds) de pouvoir passer à une vitesse de 30 km/h au lieu de marquer un arrêt et de redémarrer au péage.

A l'international le premier semestre a été marqué par de nombreux succès commerciaux.

GEA a, notamment, remporté le contrat pour l'équipement de l'autoroute M'Saken-Sfax en Tunisie et a été choisi par le Groupe Bouygues pour la réalisation du système de péage des tunnels de Newcastle en Grande Bretagne.

La société a également obtenu la confiance du Groupe EGIS (filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations) pour la fourniture des équipements de péage des autoroutes A2 et A4 en Pologne.

Enfin GEA a signé un premier contrat en Russie pour la mise à péage du périphérique de Saint Petersburg.

Au 31 mars 2010 le carnet de commandes, exporté à hauteur de 39%, s'élevait à 70 M€

Principaux risques et incertitudes :

- Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé

- Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.

Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.

- Des décalages de livraisons sont possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.
- Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.
- Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre, en particulier en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art)
- Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.

La société utilise également ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE.

- Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.

GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).

Parties liées :

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société.

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2010)

COMPTE DE RESULTAT
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	31/03/2010	31/03/2009	30/09/2009
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires net	29 260	28 668	55 439
+ Production stockée	2 076	-419	-1 749
+ Autres produits d'exploitation	80	175	221
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	31 416	28 423	53 912
- Achats	14 751	13 273	23 079
- Variation de stocks	-726	248	669
- Autres achats externes	3 189	2 939	5 213
TOTAL DES CONSOMMATIONS EXTERNES	17 214	16 460	28 961
- Impôts et taxes	439	363	847
- Charges de personnel	6 421	6 178	12 357
- Dotations aux amortissements et provisions	189	217	477
- Autres charges d'exploitation	88	87	137
CHARGES D'EXPLOITATION	7 136	6 845	13 818
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 067	5 118	11 134
+ Produits financiers	40	542	648
- Charges financières	31	41	76
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	7 076	5 619	11 706
+ Produits et charges exceptionnels nets	-4	5	-199
- Participation des salariés	566	597	1 015
- Impôt sur les bénéfices	1 956	1 966	3 602
RESULTAT NET	4 551	3 061	6 889

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2010)

BILAN (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	31/03/2010	30/09/2009
	(6 mois)	(12 mois)
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations incorporelles	58	42
- Immobilisations corporelles	1 169	1 210
- Immobilisations financières	127	128
TOTAL	1 353	1 379
ACTIF CIRCULANT		
- Stocks et en cours	8 389	5 586
- Clients et comptes rattachés	14 978	15 492
- Créances diverses	332	295
- Valeurs mobilières de placement	190	179
- Disponibilités	31 272	29 475
TOTAL	55 160	51 027
- Comptes de régularisation	2 059	391
TOTAL ACTIF	58 572	52 797

PASSIF	31/03/2010	30/09/2009
	(6 mois)	(12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	2 400	2 400
- Primes	2 927	2 927
- Réserves	20 089	15 118
- Report à nouveau	8	1
- Résultat de l'exercice	4 551	6 889
TOTAL	29 975	27 336
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 457	1 476
DETTES		
- Emprunts et dettes financières	8	4
- Fournisseurs et comptes rattachés	9 191	5 230
- Dettes fiscales et sociales	4 672	7 753
- Autres dettes d'exploitation et diverses	1 979	144
TOTAL	15 850	13 130
- Comptes de régularisation	11 290	10 856
TOTAL PASSIF	58 572	52 797

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2010)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

En milliers d'Euros	31/03/10	30/09/09
<i>OPERATIONS D'EXPLOITATION</i>		
Résultat net	4 551	6 889
Annulation des amortissements et provisions	169	456
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	1	-11
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 721	7 334
Variation des créances	-1 190	-3 223
Variation des stocks	-2 803	2 396
Variation des dettes	3 151	5 518
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-842	4 691
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION	3 879	12 025
<i>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</i>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-165	-277
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	26
Investissement net d'exploitation	-165	-251
Investissements financiers nets	9	-67
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-156	-318
<i>OPERATIONS DE FINANCEMENT</i>		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	-1 920	-960
Emission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	0
Variation des comptes courants groupe et associés	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-1 920	-960
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE TOTALE	1 803	10 747
Trésorerie à l'ouverture	29 651	18 904
Trésorerie à la clôture	31 455	29 651

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2010)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/09	2 400	2 927	240	14 878	1	6 889	27 336
Affectation du résultat				4 971	- 1	4 969	-
Distribution de dividendes					8	1 920	1 912
Situation au 31/03/10	2 400	2 927	240	19 849	8	4 551	29 975

SOCIÉTÉ GEA

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31/03/2010

Note n° 1 : Faits caractéristiques de la période

Aucun fait marquant n'est à signaler pour cette période.

Note n° 2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°99-03, du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois.

Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- matériels et outillages	3 à 10 ans
- agencements des constructions	5 à 15 ans
- matériels de transport	1 à 15 ans
- mobilier et matériels de bureau	1 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

Les actions propres détenues en vue de régularisation des cours dans le cadre du contrat de liquidité ainsi que celles détenues en vue de la réduction de capital sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de la période.

d) Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Les produits constatés d'avance correspondent aux produits acquis au titre de contrats facturés pour une quote-part supérieure au degré d'avancement effectif des travaux.

e) Stocks

Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat (méthode proche du FIFO - premier entré/premier sorti).

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leurs cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de la période.

g) Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin de période. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises, ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires France est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Cette facturation est réalisée en fonction de l'avancement des travaux sous forme de situations successives.

Les autres travaux réalisés figurent dans les travaux en cours.

i) Prise en compte du revenu

Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 65 ans compte tenu du taux de revalorisation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE F 2003-2005.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.

(données en euros)

Note n° 3 : Immobilisations incorporelles

	Montant au 30/09/09	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/10
Valeur brute	361 345	70 250	38 247	393 348
Amortissements	319 800	54 113	38 247	335 666
Valeur nette	41 545			57 682

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note n° 4 : Immobilisations corporellesValeur brutes

	Valeur brute au 30/09/09	Acquisition	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute au 31/03/10
Installations techniques, matériels et outillages	1 415 677	23 341	1 559		1 437 459
Agencements divers	1 185 426	15 192	4 405		1 196 213
Matériels de transport	1 800 422	6 201	0		1 806 623
Autres immobilisations Corporelles	609 897	49 953	0		659 850
TOTAL	5 011 422	94 687	5 964		5 100 145

Amortissements

	Montant au 30/09/09	Dotation	Diminution	Montant au 31/03/10
Installations techniques matériels et outillages	1 292 162	25 383	448	1 317 097
Agencements divers	936 339	28 524	4 405	960 458
Matériels de transport	1 093 498	46 552		1 140 050
Autres immobilisations corporelles	479 291	34 119		513 410
TOTAL	3 801 290	134 578	4 853	3 931 015

Note n° 5 : Immobilisations financières

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute Au 30/09/09	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/03/10
Participations	0	0	0	0
Titres auto détenus (1) (2)	94 087	27 860	29 039	92 908
Prêts au personnel	0	0	0	0
Autres immobilisations financières : Dépôts et cautionnements	33 749	0	0	33 749

(1) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus en vue de réduction de capital.

Nombre de titres au 30/09/2009	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2010
4 472	0	0	4 472

La valeur de réalisation des titres auto détenus est de 177 807 € pour une valeur comptable de 74 586 €. (Autorisation de l'Assemblée Générale du 25 mars 2010)

Leur valeur de réalisation au 30 septembre 2009 s'élevait à 136 575 € pour une valeur comptable de 74 586 €.

(2) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

Nombre de titres au 30/09/2009	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2010
2 228	889	1 125	795

La valeur de réalisation des titres auto détenus est de 22 226 € pour une valeur comptable de 18 322 €. (Autorisation de l'Assemblée Générale du 25 mars 2010)

Leur valeur de réalisation au 30 septembre 2009 s'élevait à 24 279 € pour une valeur comptable de 19 501 €.

Note n° 6 : Entreprises liées

Aucune donnée ne concerne les entreprises liées.

Note n° 7 : Stock et en-cours

Ce poste a évolué comme suit :

	<i>Au 30/09/09</i>	<i>Au 31/03/10</i>
Consommables et pièces détachées	3 249 720	3 975 832
Provision pour dépréciation matières premières	0	0
Travaux en cours	2 336 252	4 412 717
	-----	-----
	5 585 972	8 388 549

Note n° 8 : CréancesCréances clients et comptes rattachés

Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 4 338 316 euros.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	30/09/09	31/03/10
Factures à établir France (TTC)	1 612 287	312 003
Factures à établir Export	1 932 272	4 026 313
Total	3 544 559	4 338 316

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients

Provision au 30/09/09	Dotation	Reprise	Provision au 31/03/10
-	-	-	-

Autres créances

Elles se décomposent comme suit :	Fournisseurs	62 093
	Personnel	5 079
	Etat	245 764
	Autres	18 596

		331 532

État des échéances des créances

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	33 749			33 749
Clients et rattachés	14 978 336	14 978 336		
Fournisseurs débiteurs	62 093	62 093		
Personnel et comptes rattachés	5 079	5 079		
État et autres collectivités	245 764	245 764		
Débiteurs divers	18 596	18 596		
Charges constatées d'avance	2 058 809	2 058 809		
	17 402 426	17 368 677		33 749

Note n° 9 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires. Il n'y a pas de titre de sociétés cotées.

Le poste des disponibilités comprend des comptes à terme pour 21 000 000 € et des comptes en devises pour 70 690 €.

Note n° 10 : Capital social

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	<i>nombre d'actions</i>	<i>nominal</i>
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 200 000	2 euros
Actions composant le capital au 31/03/2010	1 200 000	2 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Note n° 11 : Provisions pour risques et charges

La provision pour charges s'élève à 1 456 477 € et se décompose ainsi :

	30/09/09	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/03/10
Provision pour garantie client (1)	613 929	0	0	19 546	594 383
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	862 094	0	0	0	862 094
	1 476 023	0	0	19 546	1 456 477

- (1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2009/2010.
- (2) La provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2010 n'a pas fait l'objet d'une mise à jour par rapport au 30/09/09. Ainsi, elle s'élève à 862 094 €, comme au 30/09/09. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires :	3,00%.
- Taux d'actualisation :	3,97%
- Taux de charges sociales	42,00%
- Taux de rotation du personnel :	
. âge compris entre 20 et 29 ans :	9,00 %
. âge compris entre 30 et 39 ans :	9,00 %
. âge compris entre 40 et 49 ans :	2,00 %
. âge compris entre 50 et 65 ans :	0,00%

Note n° 12 : État des échéances des dettes

Aucune dette n'a une échéance supérieure à un an.

Note n° 13 : Charges à payer

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 446 241
Dettes fiscales et sociales	3 304 311
Autres dettes	66 861

	5 817 413

Note n°14 : Couverture des risques de change

La couverture des risques de changes commerciaux est réalisée sous la forme de contrats à terme fixe. La situation s'établit ainsi au 31 mars 2010 :

- Couverture PLN (Zloty polonais) : vente à terme 8 300 000 PLN (soit 2 146 K€).

Note n° 15 : Chiffre d'affaires

Il se décompose ainsi :

- a. Répartition par zone géographique :

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>TOTAL</i>
Ventes de produits fabriqués	16 449 396	10 906 053	27 355 449
Prestations de services et divers	527 504	1 376 743	1 904 247
	-----	-----	-----
	16 976 900	(1) 12 282 796	29 259 696

(1) Répartition du chiffre d'affaires export par zone géographique (donnée en K€)

CEE	EUROPE (hors CEE)	ASIE	AMERIQUE	AFRIQUE	Total
3 976 K€	2 325 K€	1 257 K€	2 573 K€	2 152 K€	12 283 K€

b. Répartition par activité (donnée en K€)

Péage et parking	Maintenance	Divers (Prest. services)	Total
27 356 K€	1 885 K€	19 K€	29 260 K€

Note n° 16 : Résultat exceptionnel

Produits exceptionnels divers	1 392	euros
Charges exceptionnelles diverses	- 4 913	euros

	- 3 521	euros

Note n°17 : Litiges

Dans le cadre d'une procédure d'août 2007, la société GEA a été assignée par un sous-traitant devant le Tribunal de Commerce de Grenoble qui lui réclame la somme de 568 K€ TTC au titre de prestations réalisées dans le cadre d'un développement logiciel.

La société GEA, après analyse du dossier et avis de ses conseils, considère cette assignation comme non fondée, la prestation n'ayant pas été réalisée par le sous-traitant malgré une procédure de mise en demeure faisant suite à un retard de six mois par rapport au délai contractuel de livraison.

De son côté la société GEA réclame devant la même juridiction une somme de 496 K € TTC à ce sous-traitant en raison des surcoûts directs engendrés par la défaillance persistante de ce dernier dans la livraison du logiciel commandé.

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

GEA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 400 000 €
ZIRST
12 Chemin Malacher
38240 Meylan

Grant Thornton

SA d'Expertise Comptable et
De Commissariat aux Comptes
Au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris – Ile de France et membre de la
Compagnie régionale de Paris
RCS Paris B 632 013 843
42 avenue Georges Pompidou
69442 Lyon cedex 03

Période du 01 octobre 2009 au 31 mars 2010

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société GEA

Période du 01 10 2009 au 31 03 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **GEA**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2009 au 31 mars 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Lyon, le 31 mai 2010

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

François Cayron
Associé

GEA

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2010

Nous soussignés, attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Meylan, le 31 mai 2010

Serge Alexis Zaslavoglou
Président du Directoire

Grigori Zaslavoglou
Directeur Général